

# Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon

Document d'analyse  
Données 2007

Édition décembre 2008



## Quelques chiffres clés

- **467 300 personnes recensées à Lyon** au 01/07/2005  
+ 5 % depuis 1999  
(38 % du Grand Lyon)
- **198 800 emplois salariés privés** fin 2007 dont 43% dans les services aux entreprises  
+ 4 % depuis 2006  
(41 % du Grand Lyon)
- **4500 établissements créés** en 2007  
+ 10 % depuis 2006  
(46 % du Grand Lyon)
- **16 700 demandeurs d'emploi** de cat. 1 au 31/12/2007  
- 14 % depuis 2006  
(42 % du Grand Lyon)
- **12 000 bénéficiaires du RMI** en décembre 2007  
- 9 % depuis 2006  
(43 % du Grand Lyon)
- **32 300 allocataires CAF à bas revenus** au 31/12/2007  
- 3 % depuis 2006  
(42 % du Grand Lyon)
- **7 650 jeunes suivis par la Mission Locale** en 2007  
- 1 % depuis 2006
- **2 800 personnes en parcours PLIE** en 2007  
- 4 % depuis 2006
- En 2005, la moitié des foyers fiscaux de Lyon a un **revenu fiscal inférieur à 2 000 €/mois** (2 110 pour le Grand Lyon). En 2001, le revenu fiscal médian des ménages atteignait 1 840 euro. *En euros constants, la hausse s'élève à 0,5 % en 4 ans.*

## Sommaire

### Marché de l'emploi

*L'emploi salarié privé*

*Les métiers en tension 2007*

*Les spécificités du territoire*

*Les besoins de main d'œuvre en 2008*

pages 3 à 6

page 3

page 4

page 5

page 6

### Zoom sur les jeunes

### Zoom sur les seniors

### États des lieux de la précarité

### Fiches d'identité arrondissement

pages 7 à 8

page 9

pages 10 à 11

pages 12 à 16



Siège de la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon  
107-109 Boulevard Vivier Merle - Lyon 3eme.

## Edito

J'ai le plaisir de vous présenter le premier document d'analyse des données de l'Observatoire de la Maison de l'emploi et de la formation. Il nous a semblé important de compléter les références statistiques réalisées en juin dernier avec une analyse partagée par l'ensemble des partenaires, afin de donner du sens à ces informations et de cibler les actions pertinentes à développer sur le territoire de Lyon.

Les faits marquants tirés des chiffres de ces dernières années sont les suivants :

- La nette diminution du nombre de demandeurs d'emploi et de bénéficiaires du RMI « compensée » par une augmentation sensible des allocataires bas revenus de la CAF met en lumière une augmentation de la précarité à Lyon. En effet, après quatre années successives d'augmentation, ce n'est qu'à partir de 2007 que l'on observe une diminution du nombre d'allocataires bas revenus.

-L'existence de certaines spécificités liées à chaque arrondissement et au regard des situations des publics jeunes et seniors.

- Un éclairage précis du marché économique local notamment à travers les spécificités du territoire et les métiers en tension.

Face à ces constats, et dans le contexte actuel de crise économique dont les premiers effets sur l'emploi se font sentir, proposer des actions ciblées au plus près des territoires et travailler en lien avec les entreprises qui recrutent constitueront pour 2009 deux axes forts du plan d'action de la Maison de l'emploi et de la formation.

Anne-Sophie Condemine, Présidente de la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon

## • L'emploi salarié privé

Source : Unédic au 31 décembre 2007

### L'emploi à Lyon progresse essentiellement dans les services

Avec plus de 90 % de structures de moins de 10 salariés, la ville de Lyon est essentiellement composée d'un tissu de petits établissements. Mais elle concentre aussi la moitié des sièges sociaux du Grand Lyon.

Malgré une baisse des emplois dans certains arrondissements de Lyon (2ème et 4ème arr.—cf. fiches identité en fin de document) et une période de récession de 2002 à 2005, l'emploi salarié à Lyon a progressé de 10 % depuis 1999.

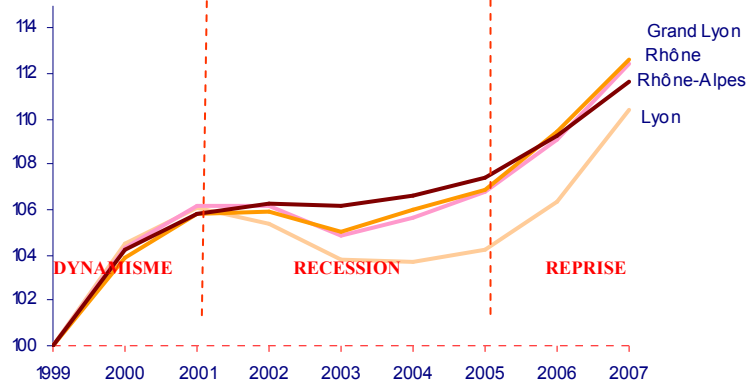
La hausse sur la période a été cependant moins forte qu'à l'échelle de la région, du département ou du Grand Lyon. Son retard tend cependant à se résorber depuis 2006 (11 000 emplois supplémentaires, soit une hausse de 6 % ces deux dernières années).

**Clé de lecture :**

Entre 1999 et 2007, le nombre d'emplois privés à Lyon a augmenté d'environ 10 % (indice=110).

### En 2005, Lyon retrouve son dynamisme après 4 années de baisse.

Evolution des emplois salariés privés de 1999 à 2007 en indices (base 100 en 1999)



Les évolutions d'emplois par secteur d'activités confirment la prédominance des activités de services aux entreprises et de services aux particuliers qui représentent fin 2007 respectivement 43 % et 28 % des emplois salariés privés à Lyon. Le secteur des services aux entreprises a connu une hausse de 25 % de ses emplois.

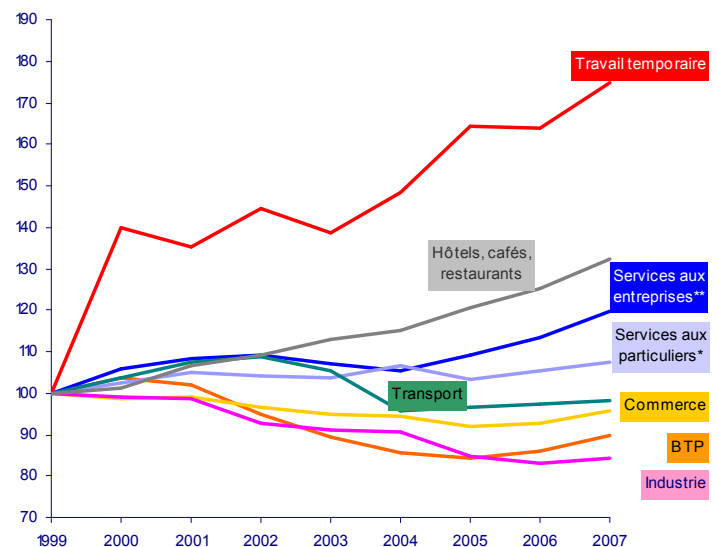
Le commerce, 3ème secteur en termes d'emplois à Lyon et composante essentielle d'une ville dynamique et attractive, enregistre depuis 2006 une croissance des emplois après 6 années de baisses ininterrompues.

**Clé de lecture :**

Sur la période 1999-2007, les activités de transports, de commerces, du BTP et de l'industrie enregistrent une décroissance des emplois. En revanche, les activités de services ont progressé : +20% pour les services aux entreprises et +7% pour les services aux particuliers. Les plus fortes hausses d'emplois concernent le travail temporaire (+ 75 %) et le secteur des Hôtels, Cafés, Restaurants (+ 32 %).

### Depuis 1999, les services sont les seuls secteurs qui progressent continuellement à Lyon.

Evolution des emplois salariés privés à Lyon par activité de 1999 à 2007 en indices (base 100 en 1999)



\* comprend également : éducation, santé, action sociale  
\*\* comprend également : finance, immobilier

## • Les métiers en tension en 2007

Source : ANPE-DRTEFP 2007 périmètre d'étude ZTEF Lyon Centre et Nord

### TENSION TRES FORTE

Technicien de la sécurité et de l'ordre public	plus de 20 offres pour un demandeur (contrats courts ou saisonniers)
Agent distributeur	
Animateur de vente	
Marchandiseur	
Agent d'enquêtes	
Maintenancier des systèmes thermiques, climatiques et frigo.	4 ou 5 offres pour un demandeur (métiers du BTP)
Dessinateur du BTP	
Chargé d'études techniques du BTP	
Conducteur de travaux du BTP	
Quisiner	2 ou 3 offres pour un demandeur
Attaché commercial en service auprès des entreprises	
Informaticien expert	
Technicien des services administratifs	
Télévendeur	
Informaticien d'études	
Employé d'étage	
Informaticien d'exploitation	
Conducteur de transport en commun (réseau routier)	
Serveur en restauration	
Mécanicien de véhicules particuliers et industriels	
Attaché commercial en biens d'équipements professionnels	
Infirmier généraliste	
Technicien des services comptables	
Réceptionniste en établissement hôtelier	
Enseignant d'enseignement général	
Animateur généraliste de loisirs	
Installateur d'équipements sanitaires et thermiques	
Ouvrier de la maçonnerie	
Cadre technico-commercial	
Employé de ménage à domicile	
Agent d'accueil	
Vendeur en produits frais (commerce de détail)	
Secrétaire bureautique spécialisée	
Employé polyvalent de restauration	
Formateur	

### TENSION MOINS FORTE

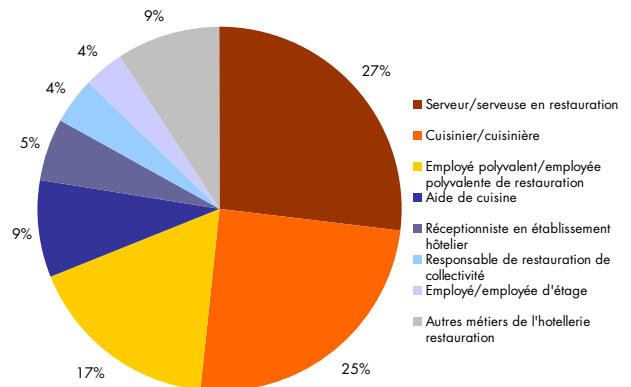
#### Clé de lecture :

Les métiers ci-dessus sont classés par indice de tension relative décroissant. Sont indiqués, à côté, des fourchettes représentant les ratios de flux d'entrée (offres d'emplois enregistrées/demandes d'emploi enregistrées)

### Zoom sur un secteur en tension : les métiers de l'hôtellerie restauration

En 2007, au sein de l'agglomération lyonnaise, 4 400 offres d'emploi ont été enregistrées par l'ANPE dans ce secteur (soit 5% du total des offres sur ce territoire).

La répartition des offres par métier  
La moitié des offres du secteur correspond à des offres de serveurs et de cuisiniers



Sur les deux métiers les plus recherchés par les employeurs et identifiés en tension par la DRTEFP (cf. tableau ci-contre), 62 % des offres proviennent d'un employeur implanté à Lyon. Pour certains métiers comme employé d'étage ou barman, cette proportion dépasse 70%. À Lyon, l'offre est essentiellement concentrée dans le 6<sup>ème</sup>, le 3<sup>ème</sup> et le 2<sup>ème</sup> arrondissement. En périphérie, Villeurbanne, Oullins et Bron regroupent 30% des offres du reste de l'agglomération.

Au total, le secteur « Hébergement et restauration » est à l'origine de 5250 offres d'emploi (tous métiers confondus) en 2007 sur l'agglomération : 76 % de ces offres sont en CDI (contre 72 % sur l'ensemble des métiers). Dans ce secteur, les offres recherchant du personnel de l'industrie hôtelière correspondent pour 10% d'entre elles à des contrats de travail de moins de 20 heures par semaine, pour 26% entre 20 et 32 heures et pour 64% de 32 heures et plus.

#### Les demandeurs d'emploi

Fin 2007, 810 personnes sont inscrites dans le fichier des demandeurs d'emploi en cat. 1 sur les métiers de l'industrie hôtelière à Lyon. Leur nombre a baissé de 9% par rapport à 2006 (contre -14% tous métiers confondus). Deux tiers des demandeurs d'emploi sont concentrés sur quatre métiers qui sont les mêmes que ceux largement représentés (75%) dans les offres d'emploi enregistrées.

38% des demandeurs d'emploi ont moins de 30 ans.

21% d'entre eux sont au chômage depuis plus d'un an (contre 26% tous métiers confondus)

On observe une surreprésentation des hommes (59% contre 54% tous métiers confondus). Cette tendance est plus prononcée encore sur les métiers de cuisiniers, d'aides de cuisine et de barman (plus de 65% d'hommes). A l'inverse, les métiers de serveurs et d'employés polyvalents concernent davantage les demandeurs d'emploi femmes.

Source : Anpe

## • Les spécificités du territoire

Source : Unédic au 31 décembre 2007

### Les services aux entreprises : activités fortement spécifiques à Lyon

Ce sont essentiellement les activités de services qui constituent les principales spécificités de Lyon par rapport à la région Rhône-Alpes. Seuls deux secteurs de l'Industrie sont surreprésentés en terme d'emplois: « la pharmacie, parfumerie et entretien » et l'« eau, gaz et électricité ».

Les activités de "conseil et assistance" représentent le premier secteur en termes d'emplois. Il regroupe des métiers comme la publicité, l'architecture, la comptabilité ou des analyses techniques. En forte croissance (+ 25% en 8 ans), le secteur concentre, en proportion, deux fois plus d'emplois que dans la région (indice de spécificité = 200%). Les services opérationnels et les activités associatives sont également des secteurs spécifiques à Lyon.

L'activité « Recherche et développement » figure en extrémité de graphique pour des raisons d'échelle mais a connu en réalité une évolution de 160% de ses emplois entre 1999 et 2007. Elle représente 1% des emplois à Lyon (elle ne comprend pas l'activité des unités de recherche en entreprise).

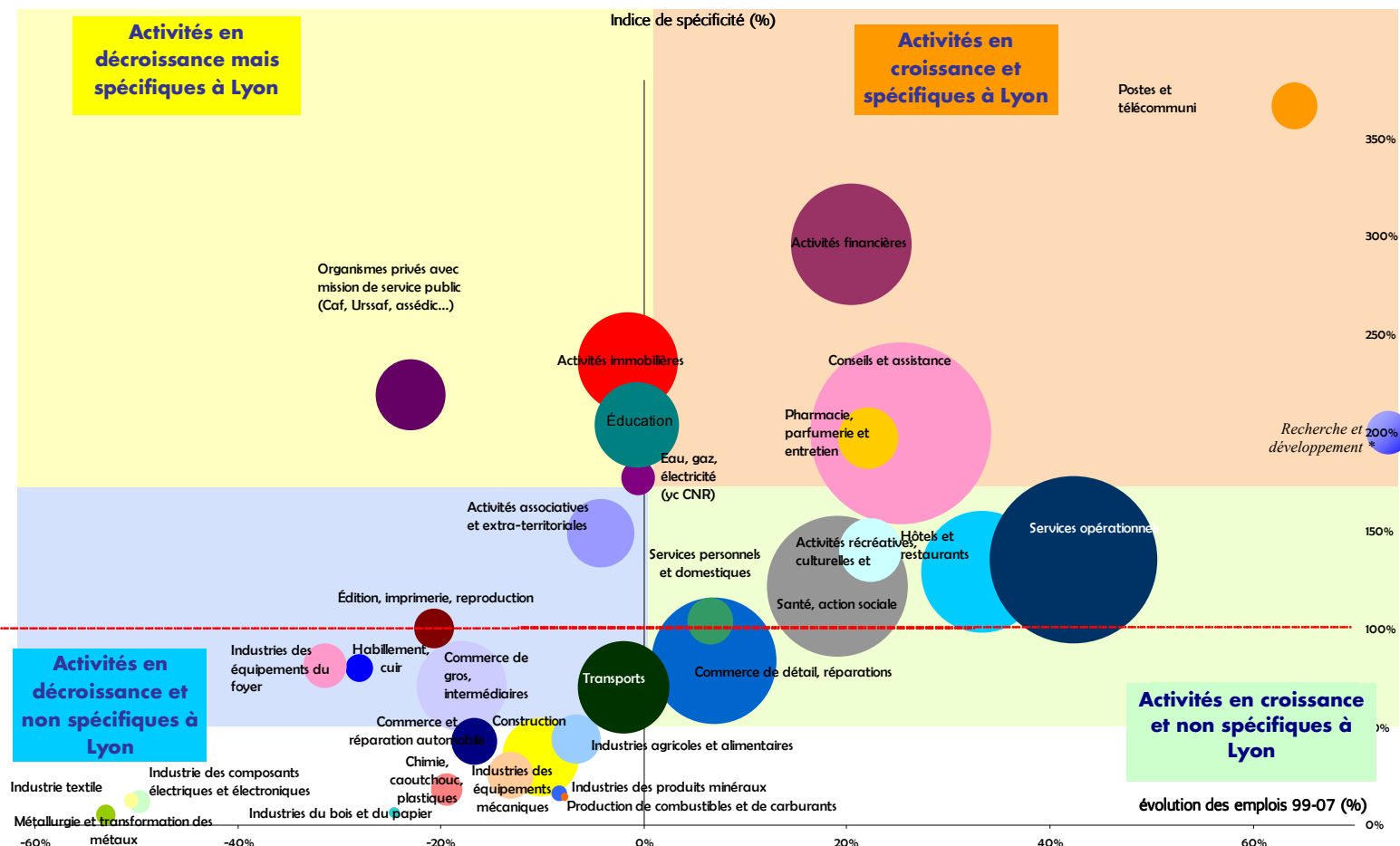
En revanche, les activités de transports sont peu spécifiques à Lyon et en décroissance, car nécessitent de grandes surfaces pour les activités d'entreposage ou de manutention.

#### Spécificité :

L'indice de spécificité (IS) permet d'identifier les activités sur ou sous-représentées par comparaison avec la structure des effectifs de la région :

$$IS = \frac{\frac{\text{Nombre d'emplois du secteur à Lyon}}{\text{Nombre d'emplois total à Lyon}}}{\frac{\text{Nombre d'emplois du secteur en Rhône-Alpes}}{\text{Nombre d'emplois total en Rhône-Alpes}}}$$

Positionnement des activités à Lyon (en comparaison à la région Rhône-Alpes) et évolution de 1999 à 2007



**Clé de lecture :** Les activités financières à Lyon ont progressé de 20 % (en termes d'emplois) entre 1999 et 2006 et constituent une activité fortement spécifique à Lyon. La taille de la bulle indique un volume d'emplois assez important dans ce secteur.

## • Les besoins de main d'oeuvre pour 2008

Source : Enquête BMO 2008, Assédic

### En 2008, selon les chefs d'entreprise, les difficultés à recruter concernent une dizaine de professions

Les principaux profils recherchés par les établissements lyonnais sont les métiers de services, peu surprenant sachant que les services sont "la" spécificité lyonnaise. En revanche, il est intéressant de constater la diversité des métiers qui font l'objet de projets de recrutement, allant de l'agent d'entretien à l'ingénieur informatique.

Selon les chefs d'entreprise interrogés, des difficultés de recrutement existent voire perdurent pour un certain nombre de métiers, qui présentent la plupart du temps un degré de pénibilité important (conducteurs routiers de transport en commun, agents de gardiennage et sécurité, aide-soignants...). D'autres, comme les postes dans l'informatique, sont liés aux besoins croissants des entreprises et à l'évolution des technologies de l'information et de la communication.

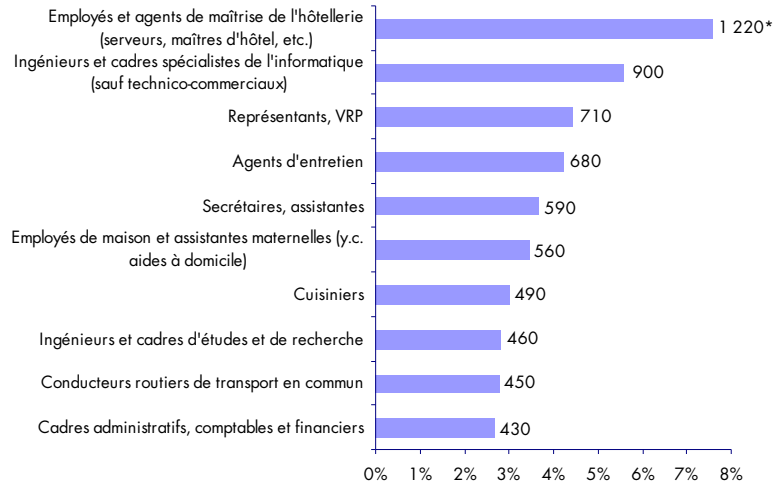
Ce sont ainsi près de 7 300 projets de recrutement (sur les 16 000 envisagés) qui devraient selon les chefs d'entreprise interrogés poser des difficultés.

A Lyon, trois métiers faisant l'objet d'intentions d'embauche importantes posent de grosses difficultés de recrutement en 2008 (++) sur le tableau ci-dessous). Les difficultés sur ces métiers sont du même ordre à l'échelle du Grand Lyon excepté pour les agents de gardiennage et de sécurité qui semblent poser moins de difficultés de recrutement.

En revanche, d'autres métiers peu concernés par des intentions d'embauche sur la ville de Lyon apparaissent comme problématiques à l'échelle du Grand Lyon. C'est le cas d'un certain nombre de professions du bâtiment (maçons qualifiés notamment) et des conducteurs routiers.

Parmi les 10 métiers les plus recherchés, des profils assez diversifiés.

### Intentions d'embauche à Lyon en 2008



\* nombre de projets de recrutement

### De grandes difficultés pressenties pour le recrutement de certaines professions à Lyon

### A l'échelle du Grand Lyon, d'autres professions sont sujettes à des difficultés de recrutements

#### Métiers présentant des difficultés à recruter\*, à l'appréciation des employeurs

Libellé du métier	Difficultés à recruter **	
	À Lyon	Dans le Grand Lyon
Conducteurs routiers de transports en commun	++	++
Agents de gardiennage et de sécurité	++	+
Employés de maison et assistantes maternelles (y.c. aides à domicile)	++	++
Ingénieurs et cadres spécialistes de l'informatique (sauf technico-commerciaux)	+	+
Aides-soignants	+	+
Techniciens, agents de maîtrise de l'électricité, de l'électronique et des télécommunications	+	+
Représentants, VRP	+	+
Programmeurs et autres informaticiens (sauf ingénieurs et cadres)	+	+
Cuisiniers	+	+

++ : entre 75 et 100% des intentions d'embauche sont estimées difficiles

Libellé du métier	Difficultés à recruter **
	Dans le Grand Lyon
Maçons qualifiés	++
Conducteurs routiers et grands routiers	++
Techniciens, agents de maîtrise de la maintenance	+
Peintres et ouvriers qualifiés des finitions du bâtiment	+
Ouvriers non qualifiés du second œuvre du bâtiment	+
Ouvriers qualifiés de la mécanique (soudeurs, monteurs, mécaniciens...)	+
Coursiers, conducteurs-livreurs	+
Ouvriers non qualifiés de la manutention	+

+ : entre 50 et 75% des intentions d'embauche sont estimées difficiles.

\* Seuls les métiers dont les intentions d'embauche représentent au moins 1 % du total des intentions et présentant des difficultés de recrutement supérieures à 50% apparaissent dans les tableaux.

# Zoom sur les jeunes : Les jeunes lyonnais et l'emploi

Sources : Mission locale de Lyon, Anpe, DDTEFP Rhône

Fin 2007, 3 575 jeunes lyonnais étaient inscrits comme demandeurs d'emploi en cat1 et 4 024 jeunes en demande d'insertion bénéficiaient de l'accompagnement proposé par la mission locale (7 745 sur toute l'année). Seulement 1/3 des jeunes suivis à la mission locale sont inscrits comme demandeurs d'emploi. Ceci s'explique par le profil des jeunes accueillis par les missions locales, majoritairement sans diplôme et sans expérience professionnelle donc non indemnisés par l'Assédic. L'inscription à l'ANPE est alors souvent perçue comme une contrainte administrative.

## Profil des jeunes suivis par la Mission Locale

Une majorité de jeunes femmes : 54% des jeunes accompagnés sont des femmes. Elles ont globalement un niveau de formation plus élevé que les jeunes hommes.

59 % des jeunes accompagnés sont sans diplôme. La moyenne d'âge des jeunes est supérieure à 21 ans : plus de la moitié ont entre 22 et 25 ans. La durée moyenne d'un accompagnement en mission locale est de 2 ans et demi.

Des problèmes de mobilité : 76 % n'ont pas le permis de conduire, 84 % n'ont aucun moyen de locomotion.

Le logement : 18% vivent dans des conditions précaires.

A noter que 2 428 d'entre eux résident en quartiers CUCS (contrats urbains de cohésion sociale) soit 31% des jeunes suivis.

Les jeunes sous main de justice et les jeunes souffrant de handicap bénéficient également d'un accompagnement renforcé.

## Les dispositifs pour l'insertion des jeunes

**Le CIVIS** (contrat d'insertion dans la vie sociale) : dispositif d'accompagnement renforcé qui assure aux jeunes la priorité sur certaines mesures emploi et formation ainsi que des aides financières à la sécurisation du parcours d'insertion. 2 347 jeunes en bénéficient : 25% issus des ZUS, 5% de mineurs et 67% non diplômés

**La co-traitance** : L'ANPE confie à la Mission Locale le soin d'accompagner vers l'emploi 788 jeunes de faible niveau de qualification et présentant des problématiques sociales.

## Les outils de la Mission Locale :

Les actions santé vie quotidienne et citoyenneté participent l'accompagnement global et favorisent l'accès à l'autonomie;

L'accompagnement vers la professionnalisation du public utilise des actions d'orientation et de formation qualifiante.

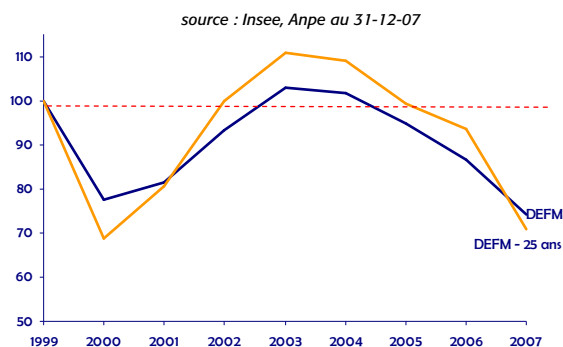
L'accompagnement vers l'emploi se traduit par l'organisation d'ateliers découverte des métiers et de recherche d'emploi, de parrainages, de simulations d'entretiens, d'orientation sur la plate-forme de vocation, et d'intermédiation dans l'emploi.

Plus de 3 300 jeunes (soit 43 % des jeunes suivis) ont bénéficié d'une mesure emploi, alternance ou formation. Plus de 2 900 entrées en emploi ont concerné 2 200 jeunes en 2007, soit une hausse de 21% par rapport à 2006 mais les contrats précaires restent majoritaires : seulement un tiers de CDI et CDD de plus de 6 mois.

Les deux tiers des contrats de travail proposés se concentrent sur 4 secteurs :

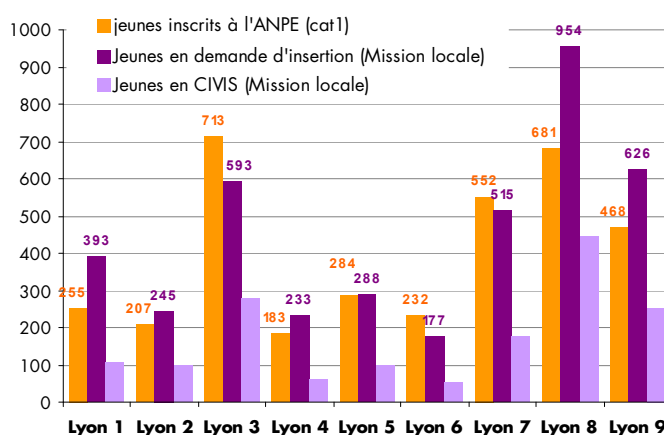
- les services aux personnes et à la collectivité,
- la distribution et la vente,
- l'hôtellerie,
- Le transport et la logistique.

## Evolution du nombre de demandeurs d'emploi (cat.1) de 1999 à 2007 (en indices)



## Des choix d'accompagnement différenciés selon les arrondissements

### Les jeunes en demande d'insertion professionnelle au 31/12/2007

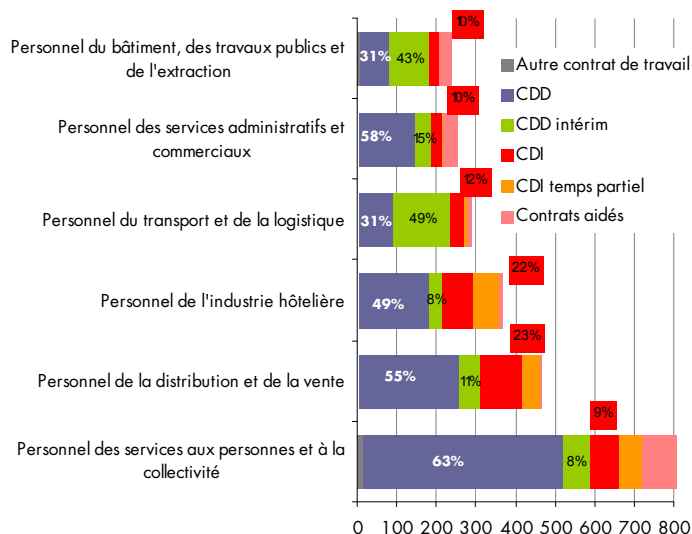


## Jeunes en demande d'insertion

Jeunes ayant bénéficié d'au moins un entretien individuel, d'une information collective ou d'un atelier au cours des 5 derniers mois.

## Typologie des principaux secteurs d'activité concernés par les situations d'emplois en 2007

Exprimé en nombre de contrats



Les contrats aidés regroupent : les contrats de professionnalisation, les contrats en apprentissage, les contrats à durée déterminé d'insertion, les contrats en alternance et les CAE.

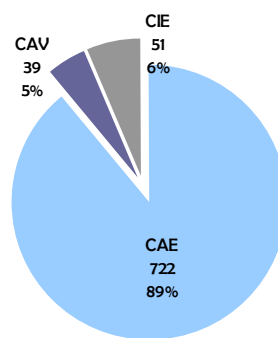
### Jeunes et contrats aidés-800 nouveaux bénéficiaires en 2007

- Le contrat d'accompagnement à l'emploi (CAE), souvent à temps partiel, a concerné plus de 700 nouveaux jeunes à Lyon en 2007 (autant qu'en 2006). Ce contrat aidé concerne les employeurs du secteur non marchand (notamment les collectivités territoriales et les organismes de droit privé à but non lucratif comme les associations) et porte sur des emplois visant des besoins collectifs non satisfaits. 45 % des nouveaux contrats signés en 2007 ont bénéficié à des jeunes de moins de 26 ans (contre 39 % en 2006). Cette tendance est à rapprocher des règles d'attribution des différents contrats aidés. En 2007, 83 % des jeunes ayant signé un CAE ont au plus le niveau Bac. Deux contrats sur trois sont proposés par des associations.

- Moins de 100 jeunes ont signé en 2007 un contrat initiative emploi (CIE) ou d'un contrat d'avenir (CAV).

### Le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), un outil privilégié par les employeurs pour l'embauche des jeunes peu qualifiés

#### Les contrats aidés pour les moins de 26 ans (2007)



Source : DARES - cumulé 2007

Uniquement contrats en nouvelles conventions

Les Missions Locales sont mandatées pour aller au devant des jeunes les plus éloignés de l'emploi, et assurer l'ingénierie de projet et l'animation locale au service de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Dans ce contexte, la Mission Locale de Lyon a implanté depuis 2004 des conseillers emploi-formation médiateurs sur les territoires de Mermoz, Etats-Unis, et Langlet-Santy (8<sup>ème</sup> arr.) et a développé, depuis 2006, une action de coordination des jeunes 16/25 ans sur la Duchère (9<sup>ème</sup> arr.)

Sur ces territoires, les diagnostics partagés avec l'ensemble des partenaires ont établi la nécessité d'une intervention coordonnée portant autant sur la socialisation que sur la recherche d'emploi.

Les publics plus particulièrement repérés sont les mineurs, les jeunes femmes, les jeunes en souffrance psychologique et les jeunes hommes « sans solution » de plus de 18 ans :

Ces jeunes, le plus souvent connus par les structures intervenant sur le quartier, ont besoin, afin d'intégrer la réalité, d'un accompagnement socialisant préalable et conditionnel à la mise à l'emploi (apprentissage des codes sociaux, construction de repères spatio-temporels, connaissance de l'environnement etc...).

Les partenaires impliqués dans le suivi du public sont la prévention spécialisée, les MJC, les centres sociaux, l'ALTM, et toutes les structures amenées à connaître le public jeune, chacun intervenant sur son cœur de métier. D'autres comme les régies de quartier, l'ARRADEP sont également mobilisés ainsi que des prestataires intervenant sur les ateliers de recherche d'emploi.

L'impact de ces interventions ciblées est particulièrement fort sur :

- le repérage du public;

- le renforcement de l'accompagnement par l'ouverture aux actions de mobilisations sociales et l'accès aux dispositifs d'insertion notamment au CIVIS;

- La mise en œuvre d'actions concertées et adaptées comme

- les ateliers de recherche d'emploi de proximité notamment sur l'alternance,
- les ateliers Jobs d'été Ville de Lyon, Communauté Urbaine et régies de quartier,
- les contrats d'accompagnement à l'emploi dans le cadre de l'action CEPRELS autour de la rénovation d'appartements,
- l'accompagnement à l'emploi de jeunes diplômés (niveau bac +1),
- les chantiers éducatifs et socialisants et les chantiers Ville Vie Vacances,
- l'accompagnement à la création d'entreprise: action en lien avec le service d'amorçage de projet.
- les outils d'aide au projet professionnel (parrainage, Plate Forme de Vocation, stages, découvertes de métiers...),
- des actions citoyenneté santé;

- des solutions emplois et formations en proportion plus importante que sur l'ensemble de Lyon;

En 2007, dans les territoires du 8<sup>ème</sup> arrondissement, 343 des 592 jeunes suivis par les médiateurs sont inscrits dans le programme CIVIS. En 2007, 229 d'entre eux ont eu un emploi et 114 une formation.

A la Duchère, 172 des 438 jeunes suivis sont en CIVIS. 245 ont eu accès à un emploi et 79 à une formation.

Source : Mission locale



# Zoom sur Les Seniors

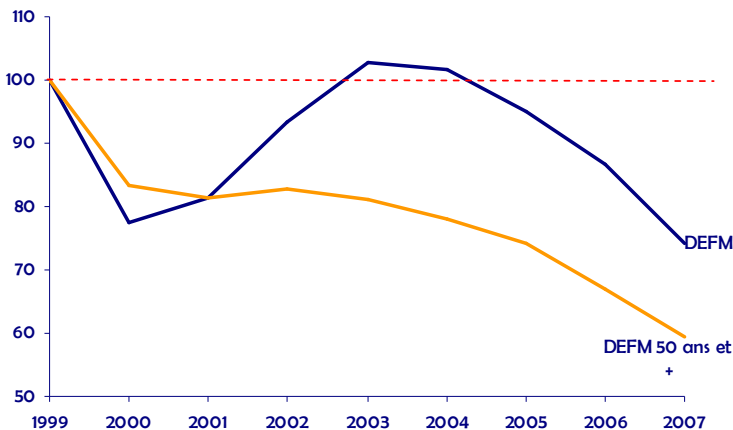
Sources : Anpe, DDTEFP Rhône

Le chômage des seniors a baissé de 40% depuis fin 1999.

Sur la période, la demande d'emploi (cat. 1) des 50 ans et plus a diminué plus vite que l'ensemble de la demande d'emploi (cat. 1). Contrairement à toutes les autres populations de demandeurs d'emploi (femmes, jeunes, chômeurs de longue durée), le chômage des seniors n'a pas connu de période de hausse au cours des 8 dernières années.

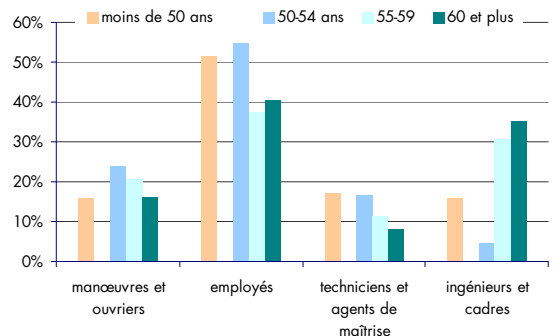


Evolution des DEFM cat. 1 de 1999 à 2007 (en indices)



## Plus de faibles niveaux de qualification chez les seniors

Les chômeurs par qualification ANPE mars 2008



Clé de lecture : Parmi les moins de 50 ans, 16% sont manoeuvres et ouvriers, 51% employés, 17% techniciens et agents de maîtrise et 16% ingénieurs et cadres.

## Une durée de recherche d'emploi plus longue

Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont en proportion deux fois plus nombreux à chercher un emploi depuis plus d'un an que les moins de 50 ans.

Ainsi, on compte 45% de chômeurs de longue durée parmi le 50-54 ans contre 16% chez les moins de 50 ans. Près d'un quart des 50-54 ans cherche un emploi depuis plus de 2 ans.

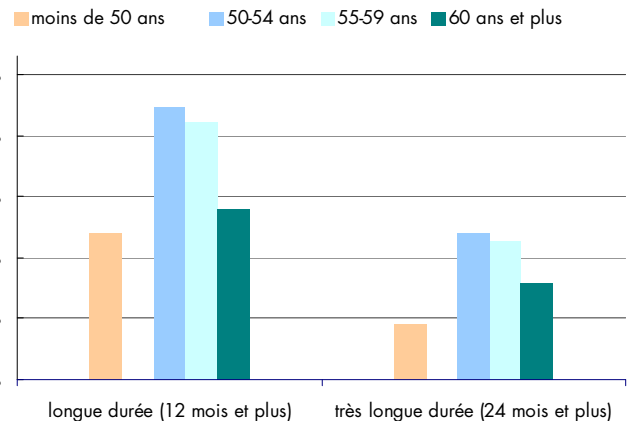
## Les métiers des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus

Les demandeurs d'emploi (cat. 1, 2 et 3) de 50 ans et plus sont essentiellement positionnés dans les métiers des services (administratifs, aux entreprises et aux collectivités, aux personnes).

17 % sont des cadres (dirigeants ou de gestion).

## Le chômage de longue durée touche deux fois plus les seniors

La durée du chômage par tranche d'âge



## Les contrats aidés chez les seniors—440 nouveaux bénéficiaires en 2007

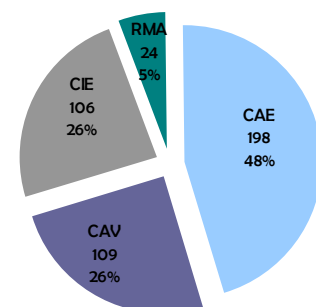
Comme pour les jeunes, le contrat aidé le plus répandu reste le contrat d'accompagnement à l'emploi (CAE) qui a cependant concerné près de 4 fois moins de seniors que de jeunes en 2007.

Seuls 12% des nouveaux CAE signés en 2007 ont concerné des seniors et cette part est stable par rapport à l'année précédente (12, 5% en 2006). Le contrat initiative emploi (CIE) et le contrat d'avenir (CAV) ont nouvellement bénéficié à environ 200 seniors en 2007.

38% des nouveaux CIE signés en 2007 ont concerné des seniors.

C'est le cas pour 13% des CAV.

## Les contrats aidés chez les seniors, DARES cumu1 2007



Uniquement contrats en nouvelles conventions

## • Évolution de la précarité

### Les bas revenus, en grand nombre et en évolution

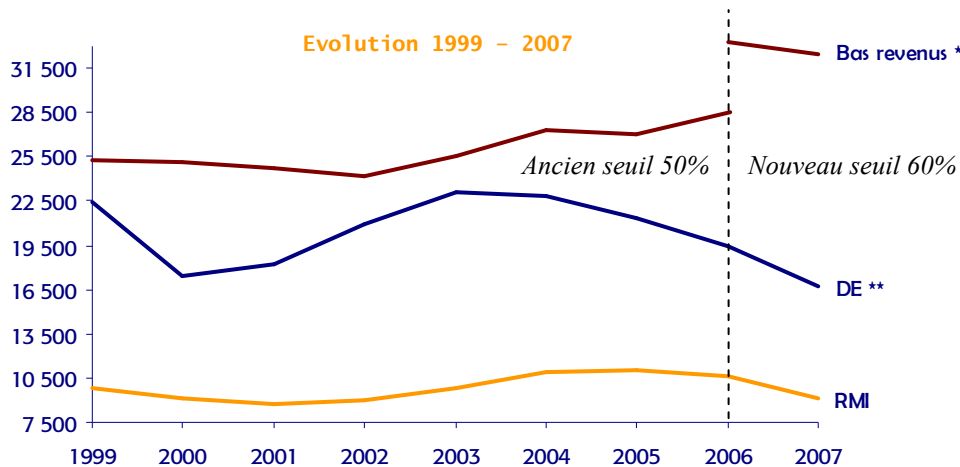
Fin 2007, Lyon compte environ 16 600 demandeurs d'emploi de cat. 1, 9 000 bénéficiaires du RMI et plus de **32 000 allocataires bas revenus (CAF)**.

Parmi ces derniers, 36 % sont titulaires des minima sociaux (RMI, Allocation Parent Isolé, Allocation Adulte Handicapé). Ils comprennent également des travailleurs pauvres, des personnes percevant des faibles retraites et des titulaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique.

Entre 2004 et 2006, le recul du chômage n'a pas eu pour effet direct une baisse du nombre d'allocataires du RMI qui continue de progresser dans un premier temps puis commence à baisser en 2006.

Le nombre d'allocataires à bas revenus ne cesse de croître entre 2003 et 2006. En 2007, il connaît enfin une baisse (-3%) alors que le nombre de demandeurs d'emploi enregistre son recul le plus fort depuis 2000 (- 14 % sur l'année 2007).

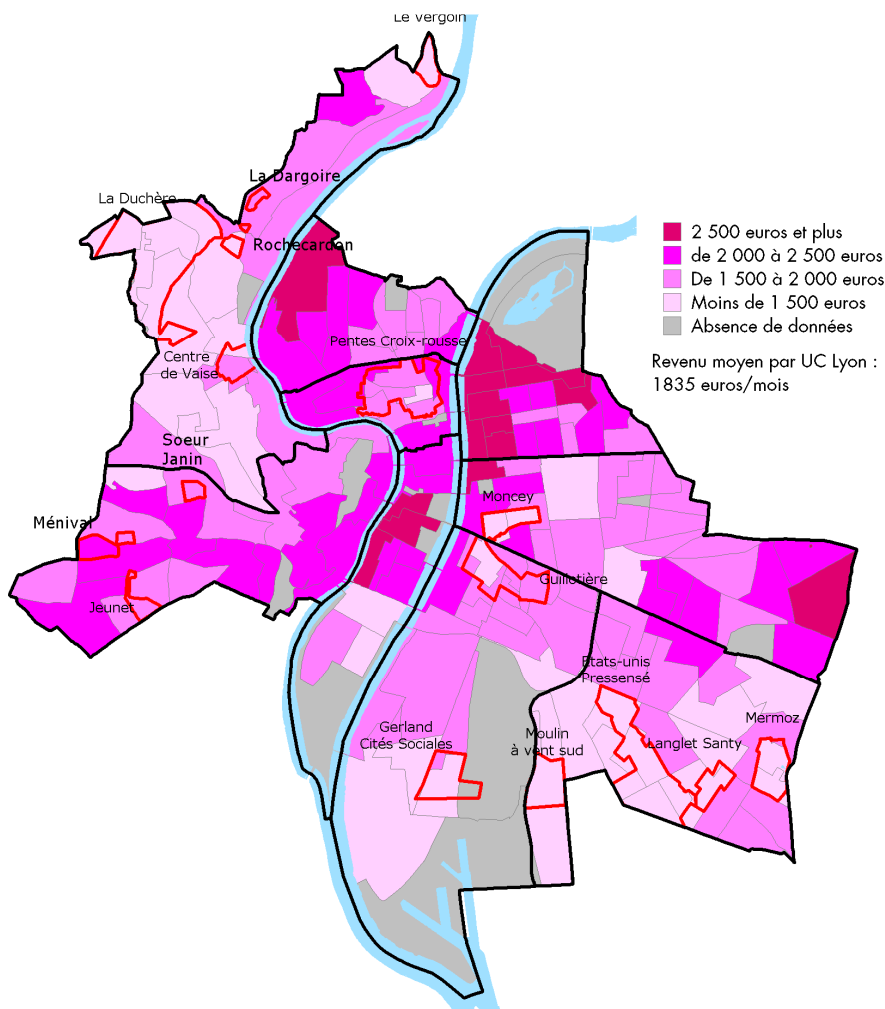
Sources : CAF, ANPE au 31 décembre 2007



\* Le seuil des bas revenus est aujourd'hui fixé à 60% du revenu médian par unité de consommation. L'ancien seuil des bas revenus utilisé jusqu'en 2006 était fixé à 50%. Il y a donc une rupture de notre série en 2007. Cependant la CAF nous a fourni les données 2006 rétroprojetées. Sur le graphique, on peut donc comparer : l'évolution entre 2006 et 2007 et les évolutions 1999-2006.

\*\* DEFM catégorie 1

### Les revenus fiscaux moyens par unité de consommations en 2005 (Quartiers iris de la Ville de Lyon)



### Allocataires à bas revenus

Allocataires de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) dont les revenus mensuels par unité de consommation en 2006 sont inférieurs à **871 euros** pour une personne seule.

Le nombre d'unités de consommation (UC) est calculé en fonction d'une échelle d'équivalence prenant en compte les économies d'échelle liées à la taille des familles. Les unités sont déterminées de la façon suivante :

1 UC pour le 1er adulte, 0,5 par adulte ou enfant de 14 ans et plus, 0,3 par enfant de moins de 14 ans et 0,2 pour une famille monoparentale.

Ex. : une famille monoparentale (un enfant de plus de 14 ans à charge) ayant eu 15 000 euros de revenus en 2006 et percevant des prestations mensuelles de 80 euros.

$RUC\ 2006\ (\text{revenu par unité de consommation } 2006) = (15\ 000/12)+80 = 1\ 330/(1+0,5+0,2)=782\ \text{euros}$ .

Cette famille se trouve donc en dessous du seuil des bas revenus (871 euros).

### Revenu fiscal

Il correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, avant tout abattement. Il ne correspond pas au revenu disponible.

Il comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage (hors RMI).

### Ménage fiscal

Un ménage fiscal est un ménage constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement (hors logement collectif). Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la taxe d'habitation (TH).

### IRIS

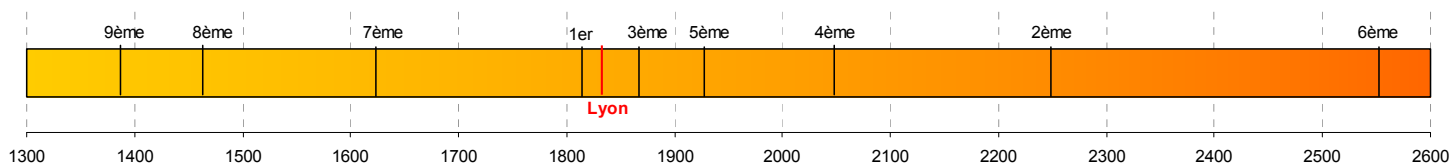
Les îlots regroupés pour l'information statistique (IRIS) sont les briques de base en matière de diffusion de données locales. Les IRIS-2000 sont utilisés pour les communes d'au moins 10 000 habitants et comptent entre 1 800 et 5 000 habitants.

# État des lieux de la précarité sur le territoire

## • Les revenus des ménages

Source : INSEE DGI—Revenus fiscaux des ménages 2001 à 2005

### Revenus fiscaux mensuels moyens des ménages par arrondissement en 2005 (par unité de consommation)



### Des disparités de revenus importantes entre arrondissements et au sein des arrondissements

- En 2005, le revenu fiscal moyen des ménages à Lyon était de 1 835 € par mois. Les arrondissements « défavorisés » (en dessous de cette moyenne) sont les 9ème, 8ème, 7ème et 1er. Ils possèdent tous un quartier prioritaire CUCS (Contrat urbain de cohésion sociale) à la différence des trois arrondissements les plus « riches ».

A noter que c'est le 1er arr. qui, de 2001 à 2005, a connu l'évolution la importante et à l'opposé, les revenus des ménages du 8ème n'ont quasiment pas augmenté (cf graphique de droite).

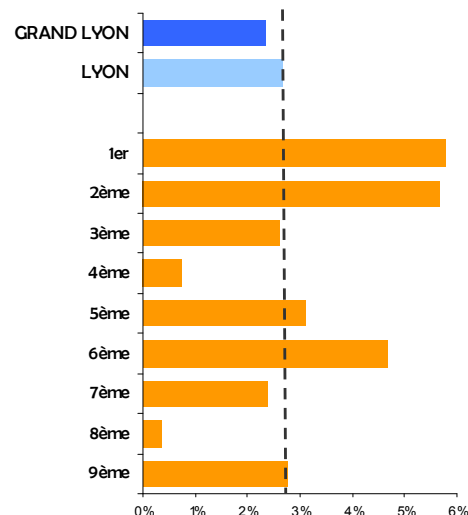
- Cependant, les 1er, 2ème et 6ème arr. sont les plus hétérogènes en termes de revenus. En effet, au sein même de ces arrondissements, l'écart de revenu entre les 10% des ménages les plus modestes et les 10% des ménages les plus riches est très important.

Pour le 1er par exemple, le coefficient mesurant cet écart atteint 8 (contre 6,7 à l'échelle de Lyon). Les inégalités sont moins marquées au sein des autres arrondissements de la ville.

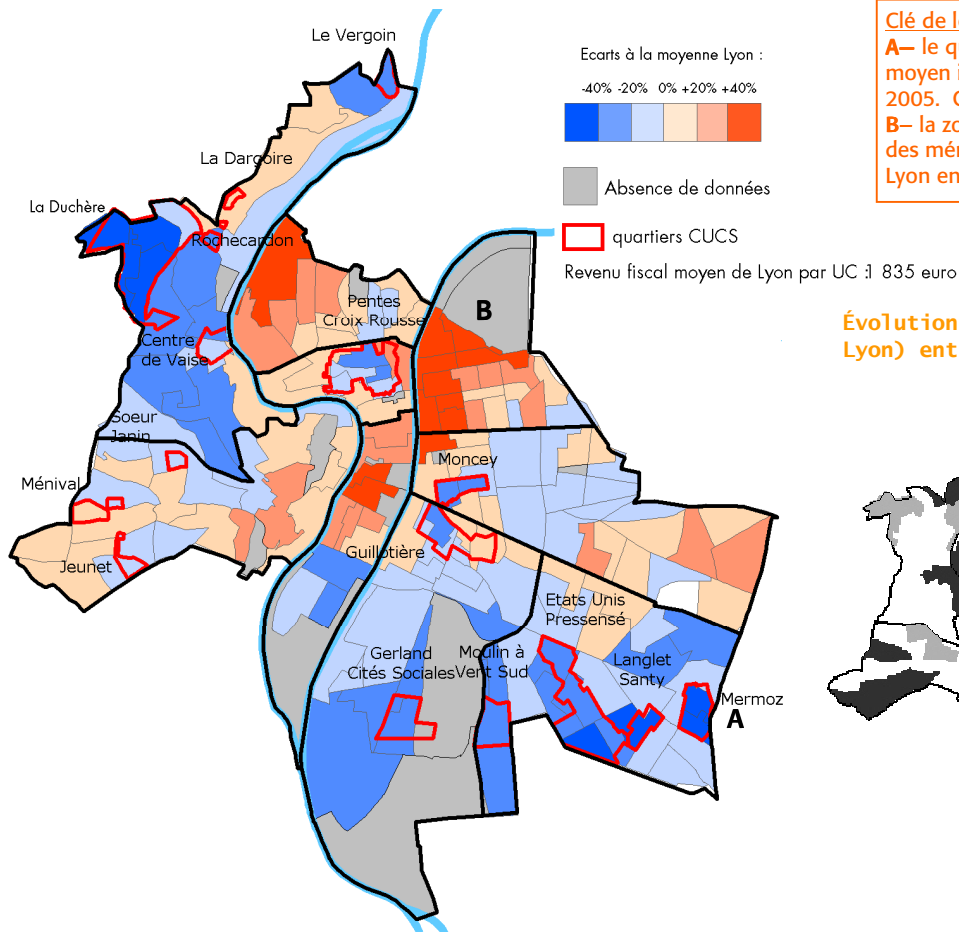
### Quartiers CUCS et pauvreté

Les quartiers CUCS concentrent globalement des ménages à faible revenu sauf ceux du 5ème arr. et les très petits Dargoire et Rochecardon dans le 9ème. Mais pour ces quartiers, le fait qu'ils soient intégrés à des Iris beaucoup plus vastes ne permet pas de connaître précisément les revenus des ménages qui les composent.

### Evolution des revenus fiscaux 2001-2005 par unité de consommation (en euros constants)

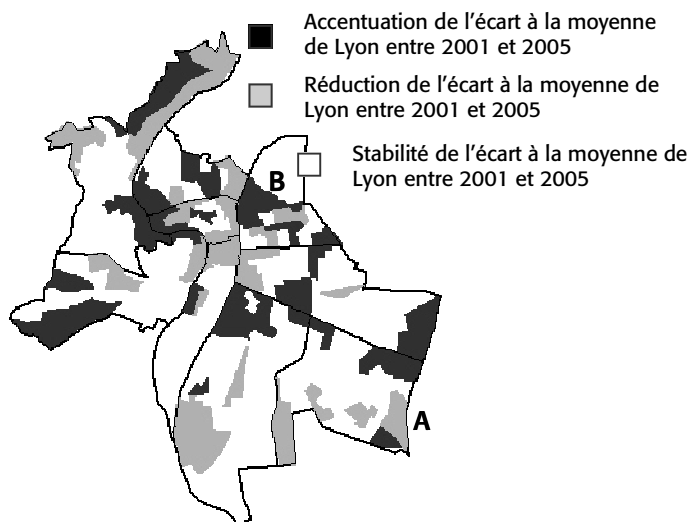


### Les revenus fiscaux – écarts à la moyenne de Lyon en 2005



**Clé de lecture :**  
**A**– le quartier **Mermoz** (8ème arr.) a un niveau de revenu moyen inférieur de plus 40% au revenu moyen de Lyon en 2005. Cet écart s'est réduit entre 2001 et 2005.  
**B**– la zone située le long du parc de la Tête d'or concentre des ménages en moyenne au moins 40 % plus aisés qu'à Lyon en 2005 et cet écart s'est creusé entre 2001 et 2005

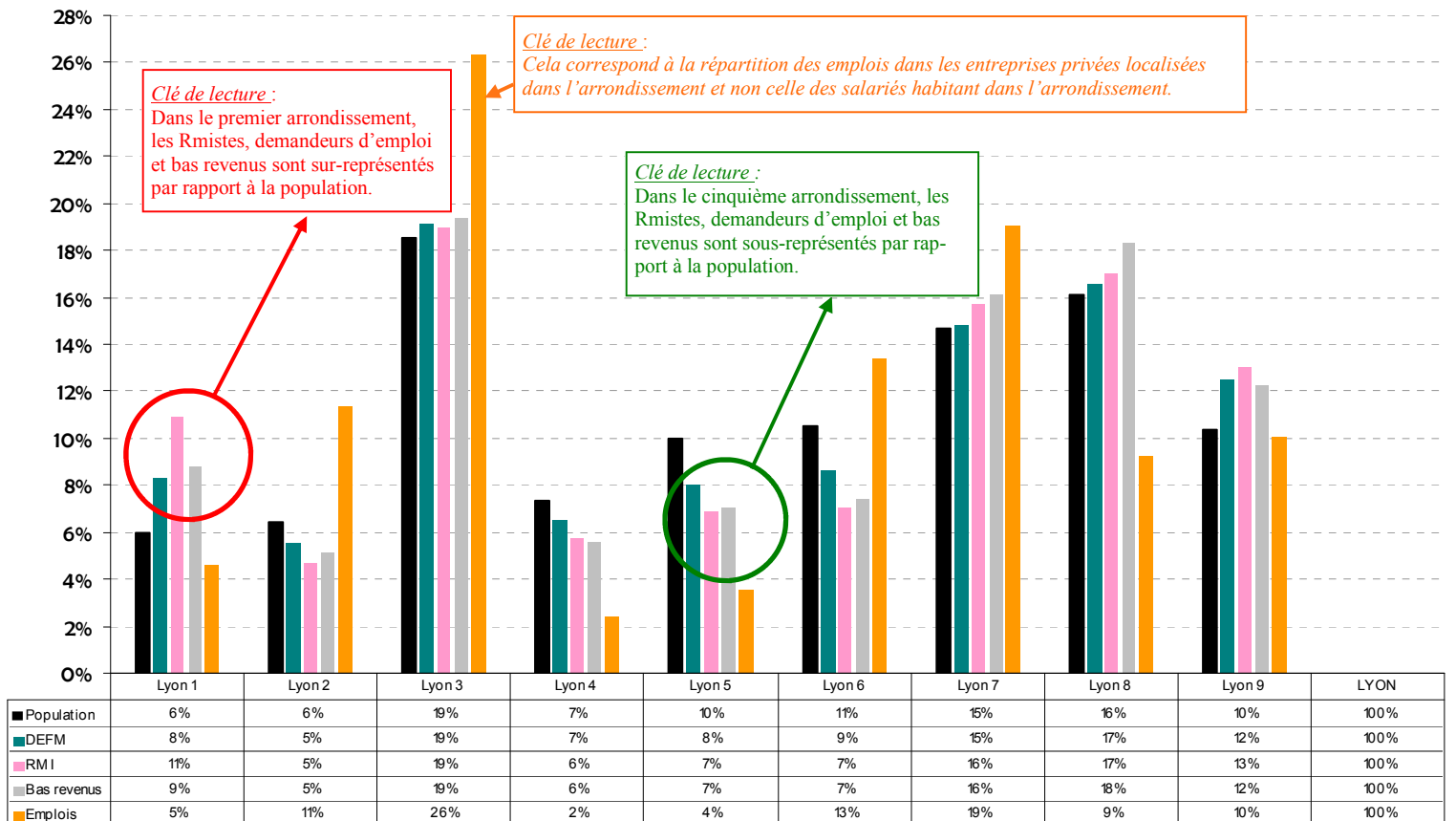
### Évolution des écarts de revenus (à la moyenne de Lyon) entre 2001 et 2005



# Fiches d'identité arrondissements

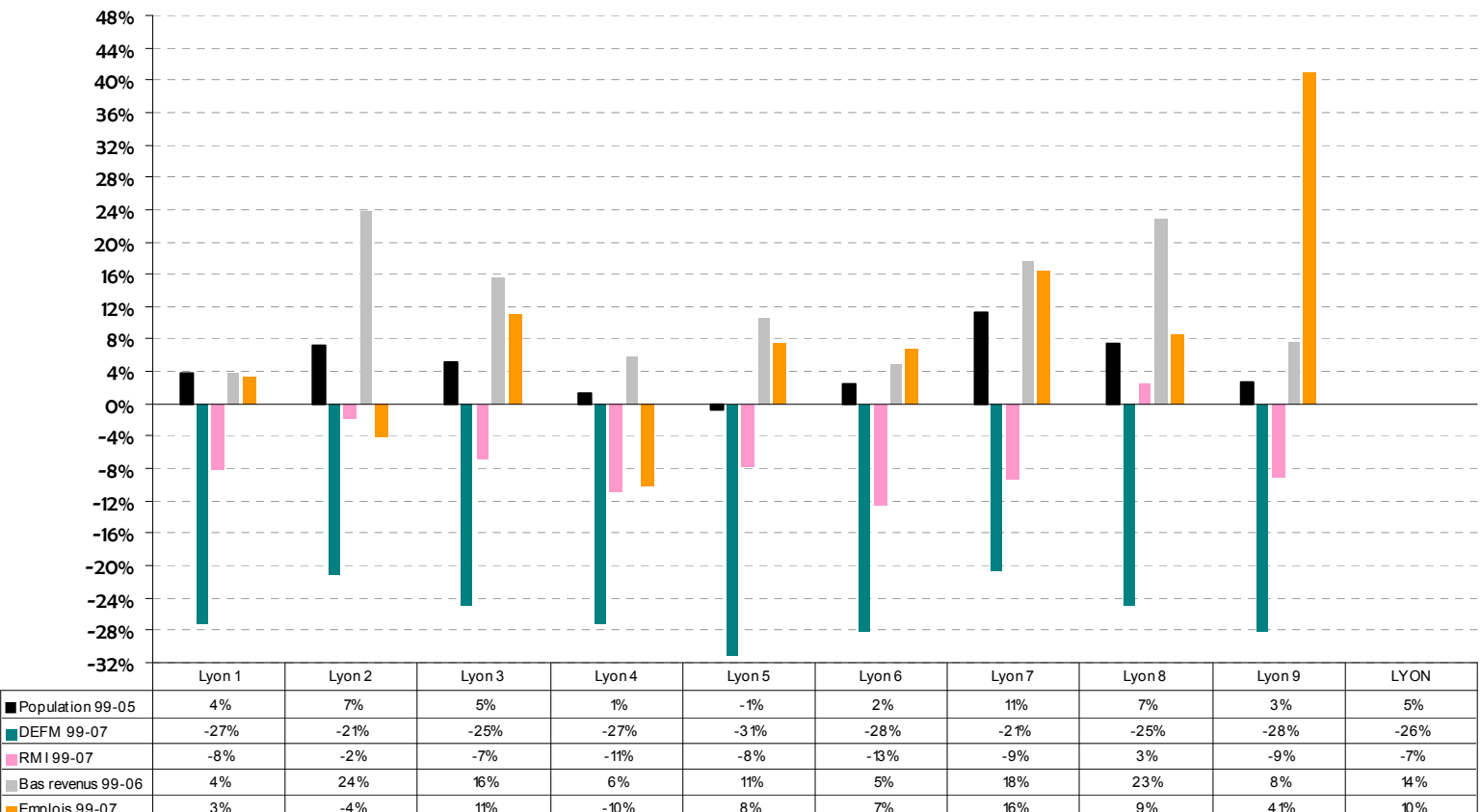
## Poids des arrondissements dans Lyon

Sources : INSEE-Recensement de la population 2005, INSEE-ANPE 2007, UNEDIC 2007, CAF 2007



## Evolution

Sources : INSEE-Recensement de la population, INSEE-ANPE, UNEDIC, CAF



## Lyon 1

Le 1er arr. de Lyon est celui où la surreprésentation des demandeurs d'emploi, bénéficiaires RMI et allocataires bas revenus est la plus importante. C'est particulièrement vrai pour le RMI puisque si le 1er arr. n'accueille que 6% de la population lyonnaise, il concentre 11% des bénéficiaires RMI de Lyon. Il accueille également 8% des demandeurs d'emploi (DE) et 9% des allocataires bas revenus. A noter que près d'un demandeur d'emploi sur trois est un demandeur d'emploi de longue durée et que 12 % des demandes d'emploi concernent les professionnels du spectacle. C'est dans le 1er arr. que la part des femmes inscrites à l'ANPE est la plus faible : elles ne sont que 43% (46% à Lyon).

L'explication de ces surreprésentations tient sans doute du fait que 57% des habitants du 1er résident en quartier CUCS. Cependant les parts des DE et surtout des bénéficiaires RMI dans le quartier des pentes ne sont pas plus surreprésentées. En revanche, 70% des allocataires bas revenus du 1er arr. résident au sein des Pentes.

Mais cette surreprésentation tend sans doute à s'atténuer puisque le 1er est celui qui a connu la plus faible évolution des allocataires bas revenus depuis 1999 (plus 4% alors que la moyenne à Lyon est de 14%).

Seulement 5% des emplois privés sont recensés dans 1er arr. Le nombre d'emplois dans cet arrondissement augmente faiblement (+4%) sur la période 1999-2007 alors que dans le même temps il est en forte hausse à Lyon (+10%). 8 personnes sur 10 sont employées dans les services notamment les services aux particuliers liés au tourisme (ils sont 7 sur 10 dans ce secteur à l'échelle de la ville).

Demandes d'emploi enregistrées en 2007 cat. 1, 2, 3	Nombre	% du total des demandes de l'arrondissement
Professionnels du spectacle	528	12%
Personnel des services administratifs	331	7%
Personnel de la restauration	285	6%

Offres d'emploi enregistrées en 2007	Nombre	% du total des offres de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	348	13%
Personnel de la restauration	297	11%
Agents de maîtrise, techniciens et ingénieurs du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	222	8%

## Lyon 2

Le 2<sup>ème</sup> arr. a connu la deuxième plus forte croissance démographique (derrière le 7<sup>ème</sup>) entre 1999 et 2005. Un peu plus de 6% des Lyonnais y résidaient en 2005.

Le poids des demandeurs d'emploi, bénéficiaires RMI et allocataires bas revenus y est légèrement inférieur : 5%.

En revanche, la diminution du nombre de demandeurs d'emploi entre 1999 et 2007 (moins 21%) a été faible comparée à celle de Lyon (moins 26%). 25% des demandeurs d'emploi sont des cadres.

Pendant cette même période, c'est également le 2<sup>ème</sup> arr. qui a connu la plus forte augmentation du nombre d'allocataires CAF bas revenus : plus 24% en 7 ans, c'est 10 points de plus que l'augmentation à Lyon.

Concernant la population RMI, c'est dans cet arrondissement que la part des moins de 30 ans est la plus importante : près d'un bénéficiaire sur trois a moins de 30 ans (contre 23% à Lyon). En revanche, le 2<sup>ème</sup> arr. est de loin le moins concerné par le poids des bénéficiaires de longue durée : un sur cinq est dans le dispositif depuis plus de 3 ans contre 28% en moyenne.

Sans surprise, un emploi privé sur quatre se situe dans le secteur du commerce, soit deux fois plus que dans les autres arrondissements.

Demandes d'emploi enregistrées en 2007 cat. 1, 2, 3	Nombre	% du total des demandes de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	266	9%
Personnel de la restauration	215	7%
Personnel de la vente	200	6%

Offres d'emploi enregistrées en 2007	Nombre	% du total des offres de l'arrondissement
Personnel de la restauration	1 032	19%
Personnel des services administratifs	822	15%
Personnel de la vente	450	8%

## Fiches d'identité arrondissements

### Lyon 3

Le 3<sup>ème</sup> arrondissement est le seul où la part de ses demandeurs d'emploi, bénéficiaires du RMI et allocataires bas revenus est équivalente à son poids démographique. Ainsi, chacun de ces publics représente 19% des Lyonnais.

On observe en revanche une surreprésentation des publics précaires dans le quartier de Moncey puisqu'on y comptabilise 8% des demandeurs d'emploi du 3<sup>ème</sup>, 11% des bénéficiaires RMI et 14% des allocataires CAF bas revenus alors que dans le même temps, Moncey n'accueille que 6% des résidents du 3<sup>ème</sup> arr.

Plus d'un emploi privé sur quatre est basé dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement. Son dynamisme économique s'est même renforcé ces dernières années avec une croissance de 12% du nombre d'emplois, soit deux fois plus que dans le reste de la ville ; on l'observe particulièrement dans le domaine des services aux particuliers et aux entreprises.

Demandes d'emploi enregistrées en 2007 cat. 1, 2, 3	Nombre	% du total des demandes de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	1 024	10%
Personnel des services aux personnes	914	9%
Personnel de la vente	651	7%

Offres d'emploi enregistrées en 2007	Nombre	% du total des offres de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	2 094	17%
Personnel de la vente	1 135	9%
Personnel des services aux personnes	651	5%

### Lyon 4

Comparé à d'autres arrondissements, le 4<sup>ème</sup> connaît plutôt une faible densité de demandeurs d'emploi et de bénéficiaires RMI.

Les demandeurs d'emploi se caractérisent par une forte proportion de cadres : un demandeur d'emploi sur quatre et une faible proportion de jeunes inscrits.

Parmi les allocataires du RMI, on remarque une plus forte part des isolés : c'est vrai pour quatre allocataires sur cinq, soit huit points de plus qu'à l'échelle de la ville.

Mais le 4<sup>ème</sup> se distingue surtout par une faible activité économique, essentiellement composée de petits commerces de proximité. On y retrouve à peine plus de 2% des salariés lyonnais du secteur privé et l'évolution du nombre d'emplois est même en baisse ces dernières années (moins 9%) alors que dans le même temps Lyon connaît une hausse de ses emplois de plus de 6%.

Demandes d'emploi enregistrées en 2007 cat. 1, 2, 3	Nombre	% du total des demandes de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	307	9%
Personnel des services aux personnes	247	7%
Professionnels du spectacle	235	7%

Offres d'emploi enregistrées en 2007	Nombre	% du total des offres de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	131	14%
Personnel de la restauration	129	14%
Personnel de la vente	110	12%

### Lyon 5

Le 5<sup>ème</sup> est le seul des neuf arrondissements à avoir enregistré une évolution négative de sa population entre 1999 et 2005. 10% des Lyonnais vivent dans le 5<sup>ème</sup> arrondissement dont 8% au sein de ses trois quartiers CUCS : Jeunet, Ménival et Sœur Janin.

Au regard du nombre de demandeurs d'emplois, bénéficiaires RMI ou encore allocataires CAF bas revenus, la situation du 5<sup>ème</sup> est globalement favorable. En revanche, il en est tout autre au niveau des quartiers CUCS car si à eux trois ils n'accueillent que 8% de la population de l'arrondissement, on y recense un allocataire bas revenu sur quatre, un bénéficiaire du RMI sur cinq et 14% des demandeurs d'emploi de l'arrondissement. Il apparaît que c'est au sein du quartier Soeur Janin que les indicateurs sont les plus défavorables.

Le poids économique du 5<sup>ème</sup> est plutôt faible : à peine 4% des salariés de Lyon, peu d'entreprises et l'évolution du nombre d'établissements la moins élevée entre 1999 et 2006 (4% contre 20% à Lyon).

Demandes d'emploi enregistrées en 2007 cat. 1, 2, 3	Nombre	% du total des demandes de l'arrondissement
Personnel des services aux personnes	441	11%
Personnel des services administratifs	427	10%
Personnel de la vente	228	6%

Offres d'emploi enregistrées en 2007	Nombre	% du total des offres de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	294	17%
Personnel de la restauration	179	11%
Personnel des services aux personnes	177	10%

## Lyon 6

Environ 11% des Lyonnais résident dans le 6<sup>ème</sup> arr. Les demandeurs d'emploi et surtout bénéficiaires RMI et bas revenus sont en sous représentation.

En 12 mois, c'est dans le 6<sup>ème</sup> que la baisse des DE a été la plus sensible. La proportion des cadres inscrits à l'ANPE est très importante puisqu'un DE sur 3 est inscrit dans cette catégorie (contre 18% à Lyon). C'est également dans le 6<sup>ème</sup> que l'on retrouve inscrite à l'ANPE la part la plus importante de seniors (15% contre 11% à Lyon) et de femmes (49% contre 46% à Lyon).

En ce qui concerne les bénéficiaires du RMI, la diminution observée en 12 mois (-5%) est de quatre points plus faible que la moyenne lyonnaise. A noter une forte proportion des isolés (80%), près de 10 points de plus qu'à Lyon.

Le 6<sup>ème</sup> accueille 13% des salariés du secteur privé lyonnais. 6 emplois sur 10 concernent les services aux entreprises (4 sur 10 à Lyon) et cette orientation tertiaire s'amplifie.

Enfin, la moyenne des revenus fiscaux des ménages du 6<sup>ème</sup> est, de loin, la plus élevée des arrondissements de Lyon.

Demandes d'emploi enregistrées en 2007 cat. 1, 2, 3	Nombre	% du total des demandes de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	451	11%
Cadres de la gestion commerciale	266	7%
Cadres de la gestion administrative	247	6%

Offres d'emploi enregistrées en 2007	Nombre	% du total des offres de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	1 145	19%
Personnel de la vente	734	12%
Personnel des services aux personnes	581	10%

## Lyon 7

C'est de loin dans le 7<sup>ème</sup> arr. que la croissance démographique a été la plus forte à Lyon entre 1999 et 2005 (+11%). 15% des Lyonnais y résident.

La part des demandeurs d'emplois lyonnais résidant dans le 7<sup>ème</sup> arr. est également de 15%. Celle des bénéficiaires RMI et allocataires bas revenus, à peine plus élevée : 16%.

En revanche, au niveau des quartiers CUCS : Gerland et surtout Guillotière, on note une surreprésentation de ces publics. Au dernier recensement le poids démographique de Gerland-Cités sociales dans cet arrondissement était de 8%. Si la surreprésentation des demandeurs d'emploi avec 9% est faible, celle des bénéficiaires RMI et allocataires bas revenus avec 14% chacun est beaucoup plus marquée.

En ce qui concerne le quartier de la Guillotière, dont le poids démographique dans l'arrondissement est de 15%, la surreprésentation est encore plus marquée puisqu'on y retrouve 19% des demandeurs d'emploi, 21% des bénéficiaires RMI et 24% des allocataires bas revenus.

L'offre de suivi, dans le cadre du PLIE et par la Mission locale, est faible au regard du potentiel de personnes concernées par un accompagnement dans cet arrondissement.

Concernant les emplois privés, comme pour le reste de la ville, ils sont dominants dans les services, mais la répartition des emplois reste assez hétérogène. Les emplois industriels sont certes en perte de vitesse mais près d'un emploi sur cinq reste recensé dans ce secteur, c'est deux fois plus que dans le reste de la commune (17% contre 9% à Lyon).

Enfin, le montant moyen des revenus fiscaux des ménages du 7<sup>ème</sup> est, avec les 9<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> arr., parmi les plus faibles.

Demandes d'emploi enregistrées en 2007 cat. 1, 2, 3	Nombre	% du total des demandes de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	756	10%
Personnel des services aux personnes	621	8%
Personnel de la vente	419	5%

Offres d'emploi enregistrées en 2007	Nombre	% du total des offres de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	1 038	12%
Personnel de la logistique (manutention, gestion et exploitation des transports)	574	7%
Personnel des services aux personnes	541	6%

## Lyon 8

Avec 75 500 hab. en 2005, le 8<sup>ème</sup> est le second arrondissement de Lyon et a connu une croissance supérieure à la moyenne depuis le dernier recensement.

Mais avec 9% des emplois du secteur privé le 8<sup>ème</sup> n'arrive qu'en 6<sup>ème</sup> position.

Alors que moins d'un habitant sur trois vit en quartier Politique de la Ville, 57% des allocataires bas revenus du 8<sup>ème</sup> y résident. Sur l'ensemble de l'arrondissement, leur nombre a augmenté de 23% depuis 1999, c'est 9 points de plus que la moyenne lyonnaise.

En revanche, c'est dans le 8<sup>ème</sup> arr. que le nombre de demandeurs d'emploi et de bénéficiaires du RMI a le plus diminué à Lyon en 2007. Les demandeurs d'emploi du 8<sup>ème</sup> se caractérisent par un poids des moins de 25 ans plus important qu'ailleurs et une proportion des cadres bien plus faible (10% seulement contre 18% en moyenne à Lyon). Chez les bénéficiaires du RMI, on compte autant d'allocataires femmes et hommes alors qu'on observe un déséquilibre (55-45) au profit des hommes à l'échelle de la ville. De même un plus grand nombre d'allocataires du 8<sup>ème</sup> est concerné par l'enlissement dans le dispositif : 31% y sont depuis plus de 3 ans contre 28% à Lyon.

Seulement 8% des entreprises lyonnaises sont recensées dans le 8<sup>ème</sup> arr. et uniquement 15% d'entre elles ont élu domicile dans un quartier Politique de la Ville. A noter tout de même que ces dernières années, la création d'entreprises dans le 8<sup>ème</sup> a été en moyenne plus importante que sur la ville, avec un fort dynamisme dans le secteur des services aux particuliers.

Demandes d'emploi enregistrées en 2007 cat. 1, 2, 3	Nombre	% du total des demandes de l'arrondissement
Personnel des services aux personnes	946	11%
Personnel des services administratifs	930	11%
Personnel des services aux entreprises et aux collectivités	681	8%

Offres d'emploi enregistrées en 2007	Nombre	% du total des offres de l'arrondissement
Personnel du second œuvre	355	13%
Personnel des services administratifs	241	9%
Personnel des services aux personnes	196	7%

## Lyon 9

10% des Lyonnais vivent dans le 9<sup>ème</sup> arr. A la lecture des chiffres du chômage, du RMI et des bas revenus, on constate sans surprise que ces populations sont surreprésentées dans le 9<sup>ème</sup> arr. (12% DE, 13% RMI), à un degré moindre toutefois que dans le 1<sup>er</sup> arr.

Mais, à la fois pour les demandeurs d'emploi et bénéficiaires du RMI, leur diminution en 2007 a été largement plus faible que la moyenne lyonnaise. En effet, on ne comptabilise que 8% de demandeurs d'emploi en moins en 2007 alors qu'ils sont moins 14% à Lyon et seulement 16 bénéficiaires du RMI de moins, soit 1% de moins seulement, alors que la variation à Lyon est de moins 9%. Concernant le profil des demandeurs d'emploi inscrits, il est plutôt conforme à la moyenne de la commune si ce n'est une part plus faible des cadres (10% contre 18% à Lyon). Quant à la population RMI, les isolés sont moins nombreux (63% contre 71% à Lyon) et près d'un allocataire sur quatre a plus de 50 ans contre 21% à Lyon.

La nouvelle estimation démographique des CUCS manque pour interpréter de manière fiable la répartition des publics observés dans ces quartiers mais il ne semble pas que les demandeurs d'emploi et bénéficiaires RMI soient surreprésentés à la Duchère, au centre de Vaise et au Vergoin. En revanche, c'est bien le cas pour les allocataires bas revenus puisque si environ un quart des habitants du 9<sup>ème</sup> vit à la Duchère, 42% des allocataires bas revenus du 9<sup>ème</sup> résident dans ce quartier.

Entre 1999 et 2006, un emploi sur trois créé à Lyon l'a été dans le 9<sup>ème</sup> arr. ! Près de la moitié de ces emplois a été créé dans le secteur des services aux entreprises.

Enfin, c'est dans le 9<sup>ème</sup> que le revenu fiscal mensuel moyen est le plus faible (plus de 400 € d'écart avec la moyenne lyonnaise).

Demandes d'emploi enregistrées en 2007 cat. 1, 2, 3	Nombre	% du total des demandes de l'arrondissement
Personnel des services aux personnes	626	10%
Personnel des services administratifs	550	9%
Personnel des services aux entreprises et aux collectivités	495	8%

Offres d'emploi enregistrées en 2007	Nombre	% du total des offres de l'arrondissement
Personnel des services administratifs	809	18%
Personnel de la restauration	300	7%
Personnel des services aux personnes	268	6%

Ce document est réalisé par la MDEF de Lyon et l'Agence d'urbanisme de Lyon  
**avec le concours de**  
La Ville de Lyon  
L'État  
L'ANPE  
L'Assédic  
La Mission Locale  
Alliés-PLIE  
Le Conseil Général  
Le Conseil Régional

**Contacts Maison de l'emploi et de la formation :**  
Vincent Beley - Directeur  
Arnaud Auduc - Chef de projet Observatoire  
[arnaud.auduc@mdef-lyon.fr](mailto:arnaud.auduc@mdef-lyon.fr)



[www.mdef-lyon.fr](http://www.mdef-lyon.fr)

1ère édition—décembre 2008

